



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

taxe sur les salaires

Question écrite n° 32742

Texte de la question

M. Michel Sainte-Marie souhaite interroger M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur l'avenir de la taxe sur les salaires dans le secteur associatif. Alors que le discours gouvernemental s'oriente actuellement vers une politique globale en faveur de l'emploi, il apparaît que cette taxe constitue un obstacle non négligeable à l'emploi dans le secteur associatif de par son poids : elle équivaut à plus de 8 % d'un salaire annuel brut de 15 000 euros, et 10 % d'un salaire annuel de 22 250 euros. En 2001, Alain Lambert avait rédigé au nom de la commission des finances du Sénat un rapport d'information sur la taxe sur les salaires qui décrivait entre autre, l'impact de cette taxe sur le positionnement économique du secteur associatif. Mais surtout, des propositions avaient alors été élaborées afin de supprimer de manière progressive cette imposition, et notamment au niveau du secteur associatif. Alors que les associations représentent un potentiel important en terme de création d'emplois, il souhaite savoir si une réforme de la taxe des salaires est envisagée par le Gouvernement.

Texte de la réponse

En application du 1^{er} de l'article 231 du code général des impôts, la taxe sur les salaires est due, à raison des rémunérations versées à leur personnel, par les personnes physiques ou morales qui, soit ne sont pas soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, soit l'ont été sur moins de 90 % de leur chiffre d'affaires ou de leurs recettes au titre de l'année civile précédant celle du paiement des rémunérations. C'est en application de ce principe général d'imposition que les associations, notamment, sont redevables de la taxe sur les salaires. Par suite, une exonération de cette taxe ne pourrait être durablement, ni même légitimement limitée au seul secteur associatif mais serait revendiquée, de proche en proche, par l'ensemble des redevables de la taxe sur les salaires. A terme, c'est donc le produit total de la taxe sur les salaires, qui contribue pour plus de 8,5 milliards d'euros au budget général de l'Etat, qui serait remis en cause. Cela étant, des mesures, d'application générale ou spécifique aux associations, permettent de stabiliser ou d'alléger le poids de la taxe sur les salaires. Ainsi, le 2 bis de l'article 231 du code précité prévoit que les limites des tranches du barème de la taxe sur les salaires sont relevées chaque année dans la même proportion que la limite supérieure de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu de l'année précédente, ce qui permet de stabiliser d'une année sur l'autre le poids de cet impôt. En outre, les associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 bénéficient, conformément aux dispositions de l'article 1679 A du même code, d'un abattement sur le montant annuel de la taxe sur les salaires dont elles sont redevables et qui, indexé dans les mêmes conditions que les limites des tranches du barème de la taxe rappelées ci-dessus, s'établit à 5 362 euros pour les rémunérations versées en 2004. Cet abattement, d'un coût budgétaire de l'ordre de 230 millions d'euros, procure aux associations un allègement d'impôt substantiel puisqu'il conduit à exonérer complètement de la taxe sur les salaires les associations employant jusqu'à près de six salariés occupés à temps plein et payés au SMIC, voire plus en cas de recours au temps partiel. Enfin, les rémunérations versées dans le cadre de certains types de contrats, comme les contrats emploi-solidarité et les contrats emploi-consolidé, sont expressément exonérées de la taxe sur les salaires. L'ensemble de ces mesures, qui témoignent de l'attention particulière portée par les pouvoirs publics au secteur associatif,

représentent un effort budgétaire important au-delà duquel il n'est pas possible d'aller dans le contexte actuel.

Données clés

Auteur : [M. Michel Sainte-Marie](#)

Circonscription : Gironde (6^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 32742

Rubrique : Impôts et taxes

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 février 2004, page 784

Réponse publiée le : 20 juillet 2004, page 5522